

La Métropole de Lyon 5 ans après

Aspect financier

Plan

- **Introduction**
 - Les objectifs chiffrés en 2015
 - 2015 : un changement d'échelle
- **Les résultats 2014-2019**
 - L'ensemble des dépenses de fonctionnement
 - Les contraintes des réversions de fiscalité
 - Le poids des nouvelles compétences
 - Evolution des charges fonctionnelles nettes par habitant
 - Les dépenses sociales passées sous silence
 - La masse salariale et les effectifs
 - Les recettes de fonctionnement
 - La baisse des dépenses d'équipement
 - La capacité d'investissement
 - L'ensemble Métropole + Département
 - L'évolution des dépenses d'exploitation
 - Des dépenses qu'il faut assimiler
 - Les paradoxes du R.S.A.
 - La hausse de la fiscalité
 - Le retard des investissements en équipement
 - La dette reste à un niveau élevé
- **Conclusions financières**
 - Méthodologie
 - Les perspectives à court terme
 - Que devient le Département ?

Les objectifs chiffrés en 2015

- Ce que nous avons trouvé dans les délibérations :
- 6 juillet 2015 :
 - ***réduction des dépenses de fonctionnement : 125 M€ entre 2015 et 2020.***
 - ***Pas de hausse de la masse salariale : 0% (hors mesures nationales et postes financés)***
 - ***Programmation Pluriannuelle des Investissements : 3 520 M€ sur le mandat***

*Contexte de **baisse des dotations de l'Etat** et croissance des péréquations nationales : un manque à gagner estimé à **970 M€** sur la durée du mandat*

2015 : un changement d'échelle

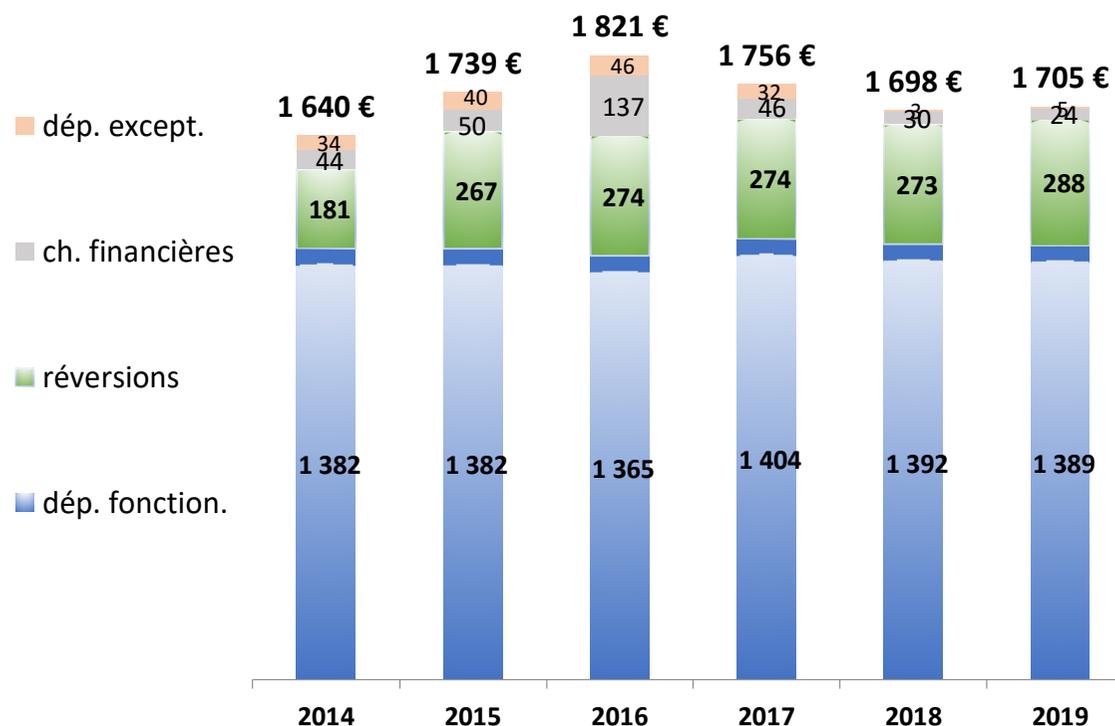
- En 2015, le périmètre du Grand Lyon ne bouge pas (59 communes) mais, avec le changement de statut institutionnel et les nouvelles compétences, **les volumes évoluent considérablement**

	2014	2015	croissance
population (milliers)	1 328	1 347	1,4 %
dépenses de fonctionnement (M€)	1 076	2 324	116 %
recettes de fonctionnement (M€)	1 428	2 763	93 %
effectifs (ETP)	4 636	8 078	74 %

L'ensemble des dépenses de fonctionnement

- **dépenses d'exploitation stables** globalement (1 389 €/hab en 2019)
- **réversions de plus en plus importantes** (288 €/hab. en 2019)
- **charges financières élevées en 2016** (87 €/hab. pour traiter les emprunts toxiques)

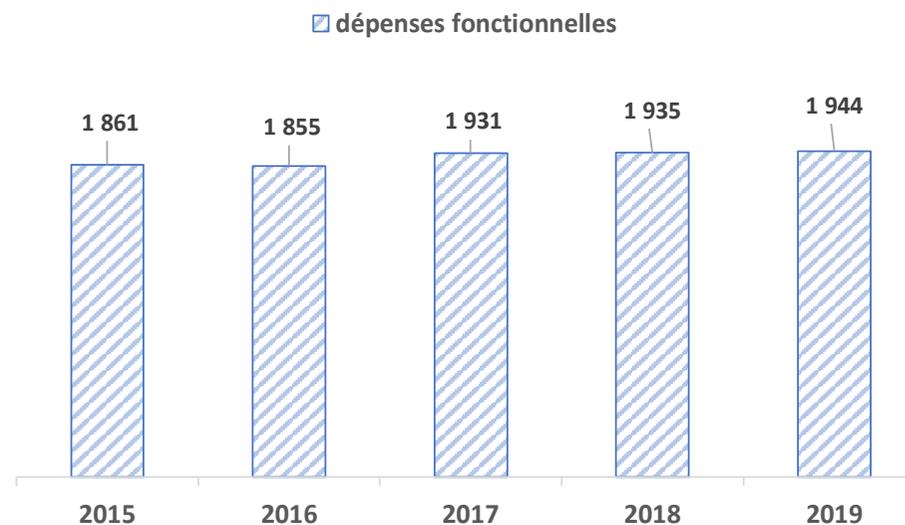
Evolution des dépenses de fonctionnement en €/hab.



L'évolution des dépenses d'exploitation

- **les dépenses d'exploitation** (*hors réversions, frais financiers et charges exceptionnelles*) **augmentent de 83 M€** entre 2015 et 2019
- **Objectif = diminution de 25 M€ par an, soit - 100 M€** sur 4 ans
- **La différence est de + 183 M€**
 - **153 M€** = inflation 4,3% + démographie 3,9%
 - Solde + **30 M€**

Evolution des dépenses d'exploitation
en M€



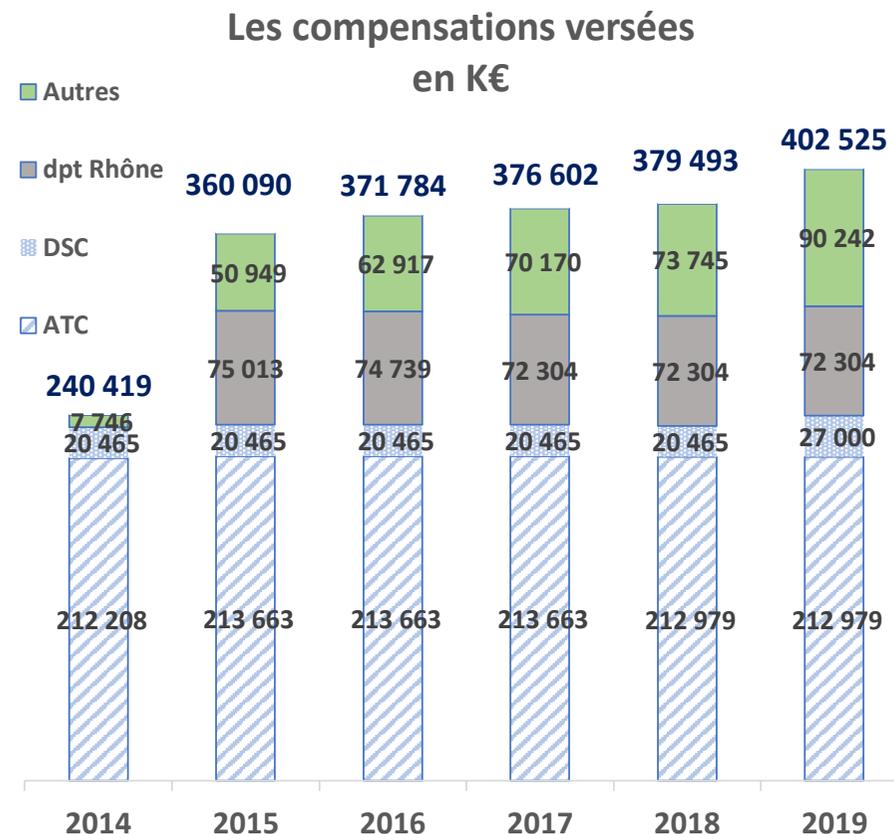
Les contraintes des réversions de fiscalité

- **Les compensations intra-métropole = 240 M€**

- **Attributions de compensation (ATC : créées en 2003 à la mise en place de la TPU)**
 - 213 M€ qui ne sont plus justifiés aujourd'hui
- **Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)**
 - longtemps figée à 20 M€, + 7 M€ en 2019

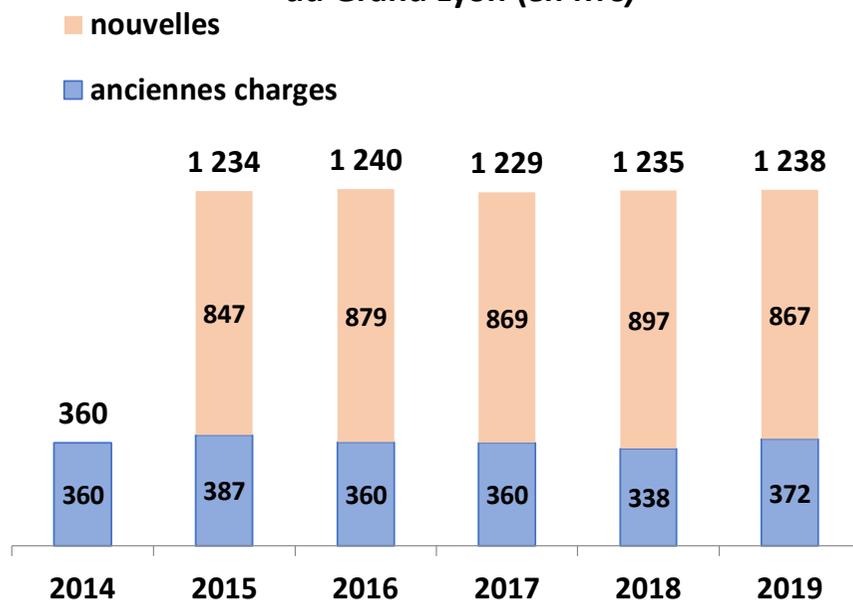
- **Les compensations extra-métropole = 162 M€**

- **Compensation au Département du Rhône** (liée à la création de la Métropole - CLERCT)
 - créée en 2015, aujourd'hui figée à 72 M€
- **Dotations de péréquation nationale** (communes, intercommunalités, départements, DTMO...)
 - forte montée en charge, 90 M€ en 2019

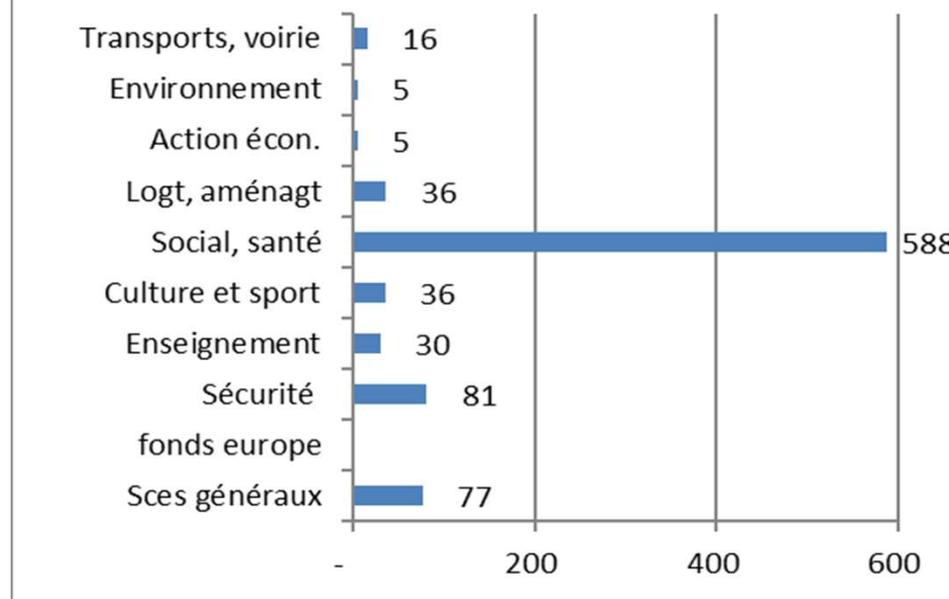


Le poids des nouvelles compétences

Evolution des charges fonctionnelles nettes du Grand Lyon (en M€)



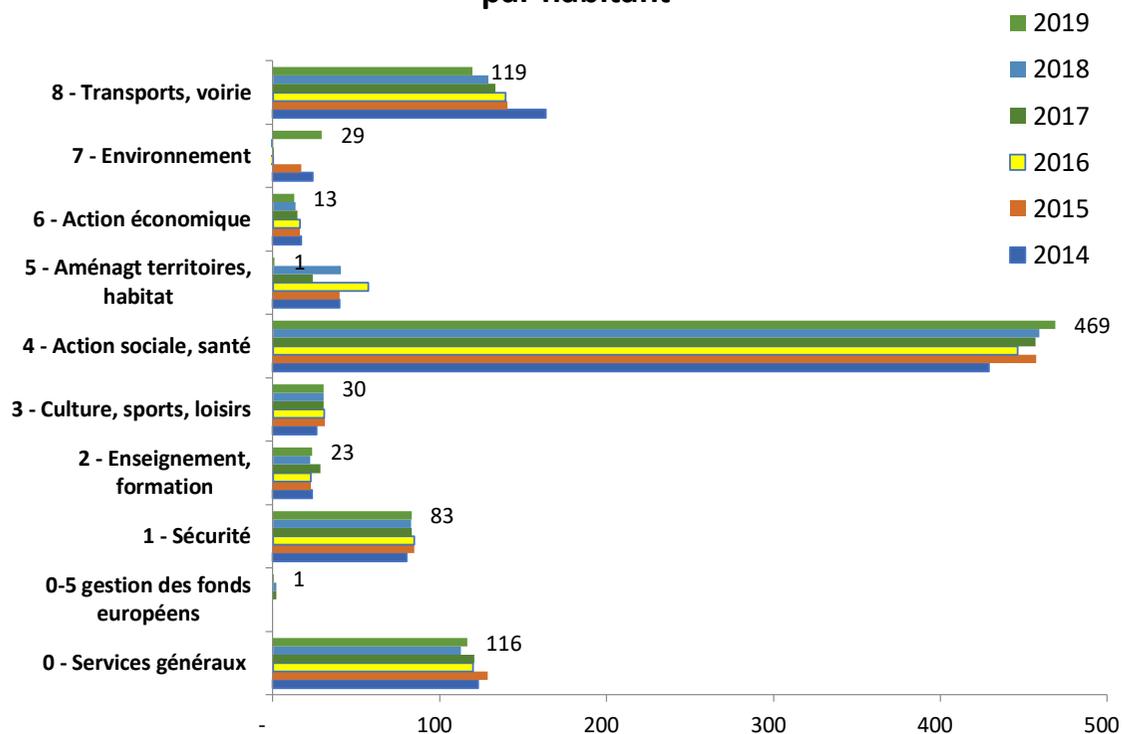
2015 - L'augmentation des charges de fonctionnement du Grand Lyon (en M€)



- **Charges fonctionnelles nettes = dépenses réelles - recettes réelles (hors opérations non-ventilables)**
- **Elles n'incluent pas les réversions, les frais financiers et les charges exceptionnelles**
- **Les nouvelles charges ont relativement peu de recettes affectées**

Des dépenses qu'il faut assimiler...

Evolution des charges fonctionnelles du Grand Lyon
par habitant



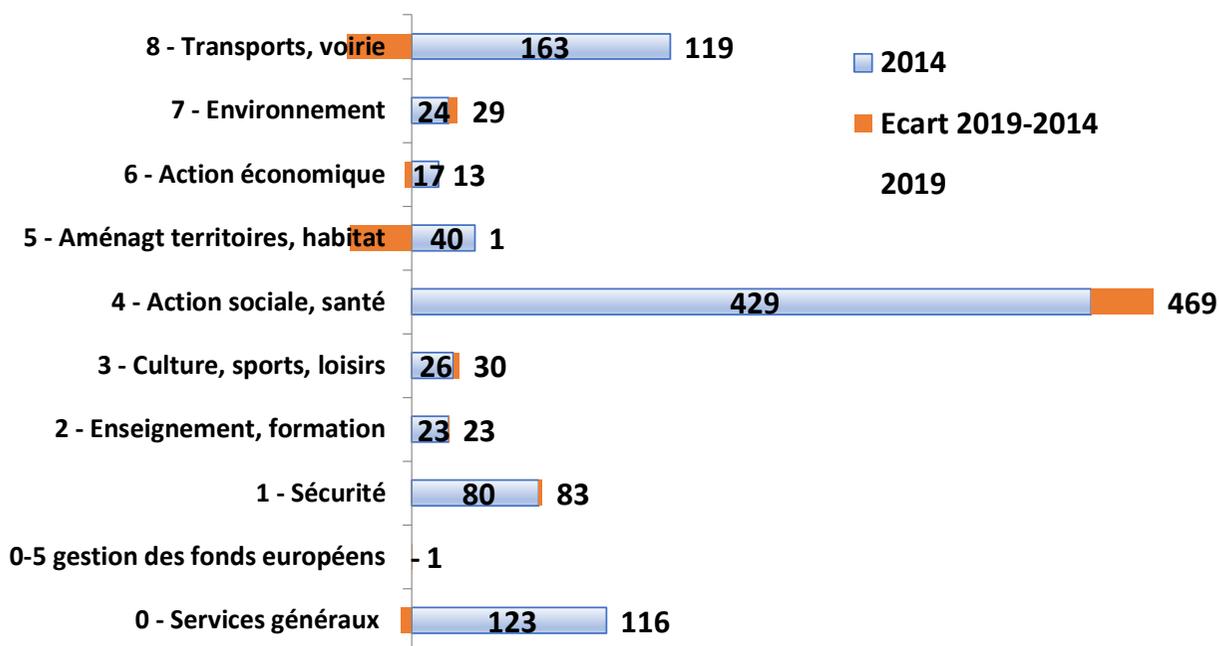
- **Les nouvelles charges**, en partie non maîtrisables (APA, PH...), **augmentent**
- **Les anciennes charges sont plus stables**, mais la croissance des dépenses sociales est compensée par **des économies dans certains secteurs** (logement, environnement, transports, voirie...)

Rappel : pour l'Environnement, solde excédentaire des budgets annexes (eau et assainissement)

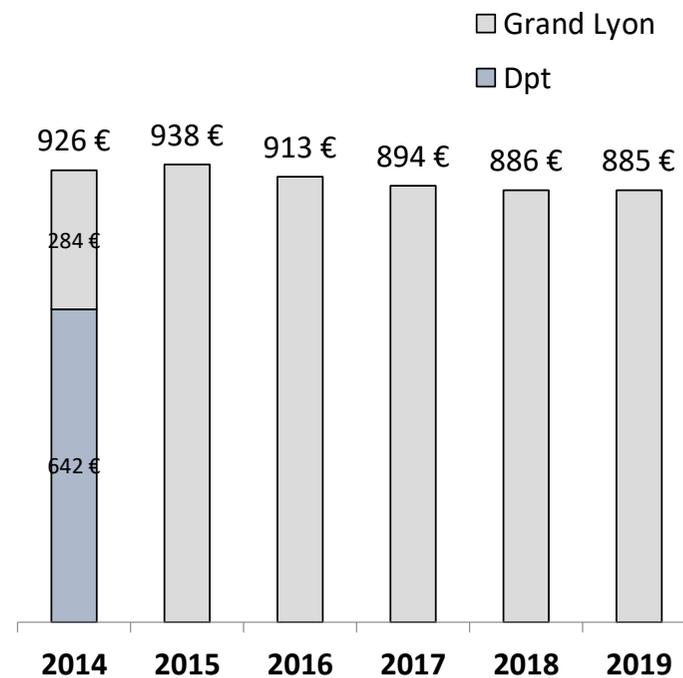
Evolution des charges fonctionnelles nettes par habitant

Charges stabilisées + démographie dynamique = légère baisse par habitant...

Evolution des charges fonctionnelles nettes du Grand Lyon par habitant de 2014 à 2019



Evolution dépenses nettes pour les habitants du Grand Lyon



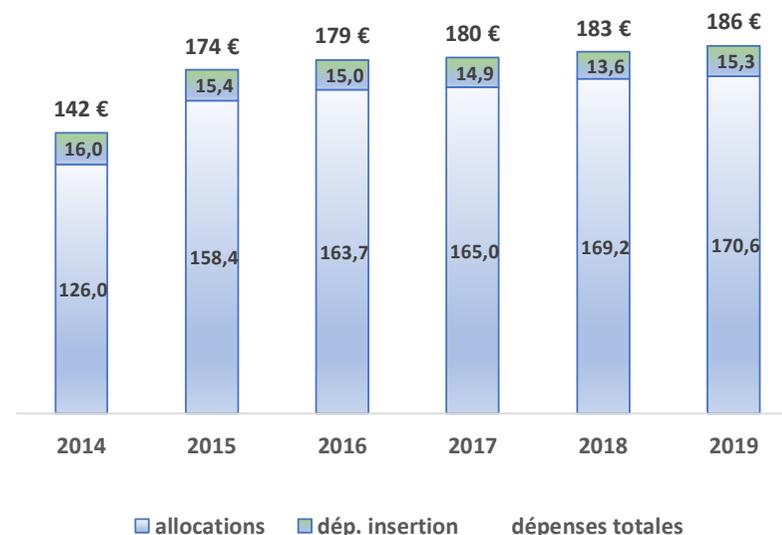
des dépenses sociales passées sous silence...

- Elles représentent **plus de la moitié des dépenses fonctionnelles (53%)**
- **80% de ces dépenses n'ont pas d'interaction sur les autres missions de la Métropole** et celle-ci n'y avait aucune compétence préalable (petite enfance-PMI, protection de l'enfance, personnes âgées, personnes handicapées...)
- **Pendant 5 ans la Métropole n'a pas parlé de social :**
 - aucune délibération n'a présenté les résultats ou la stratégie...
 - les conseillers métropolitains n'ont pas eu accès aux données
 - nous avons dû passer par la CADA pour obtenir des informations
- **On ne connaît pas encore l'effet du rapprochement entre CCAS et MdR (maintenant Maisons de la Métropole et des solidarités)**

Une évolution paradoxale du R.S.A.

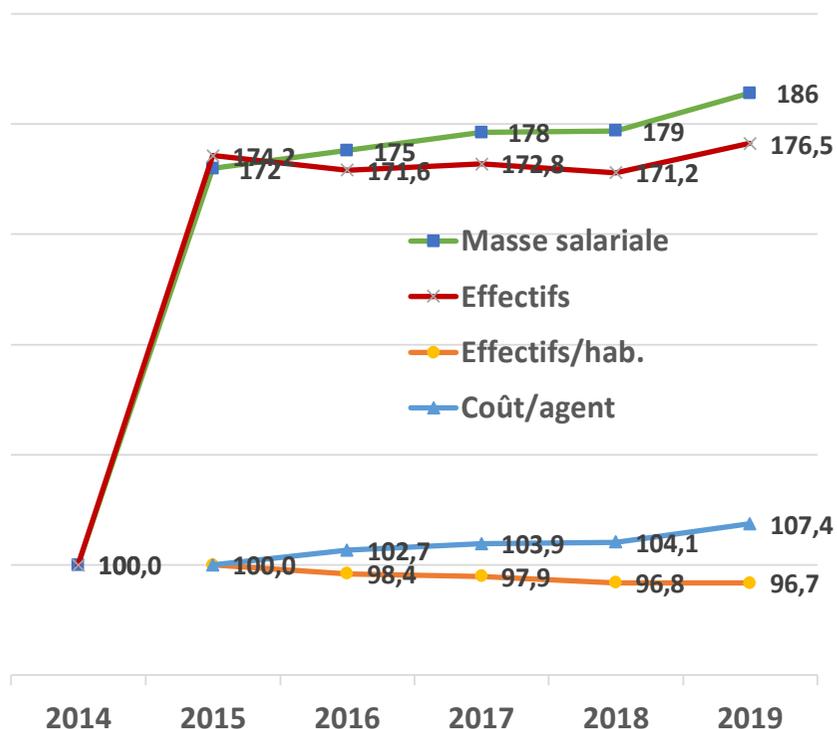
- seul service social qui peut avoir une interaction avec l'activité économique, il ne représente que **20% des dépenses sociales**
- **Un plan métropolitain d'insertion 2016-2020**
 - des représentants du secteur privé pour rendre la réinsertion plus efficace
 - des passerelles entre le développement économique et les parcours d'insertion
- **mais, les dépenses d'insertion baissent** : 11,3% des dépenses en 2014 (Dépt), 8,2% en 2019 (Métropole)
- **et le nombre d'allocataires du RSA augmente** : 37 306 en 2015, 39 140 fin 2016, 40 635 fin 2019 (+ 8,9%) **plus rapidement que sur le Rhône et le reste de la France**
 - amélioration de l'accès au RSA sur la Métropole ?

Evolution des dépenses de de 2014 à 2019
en €/hab.



La masse salariale et les effectifs

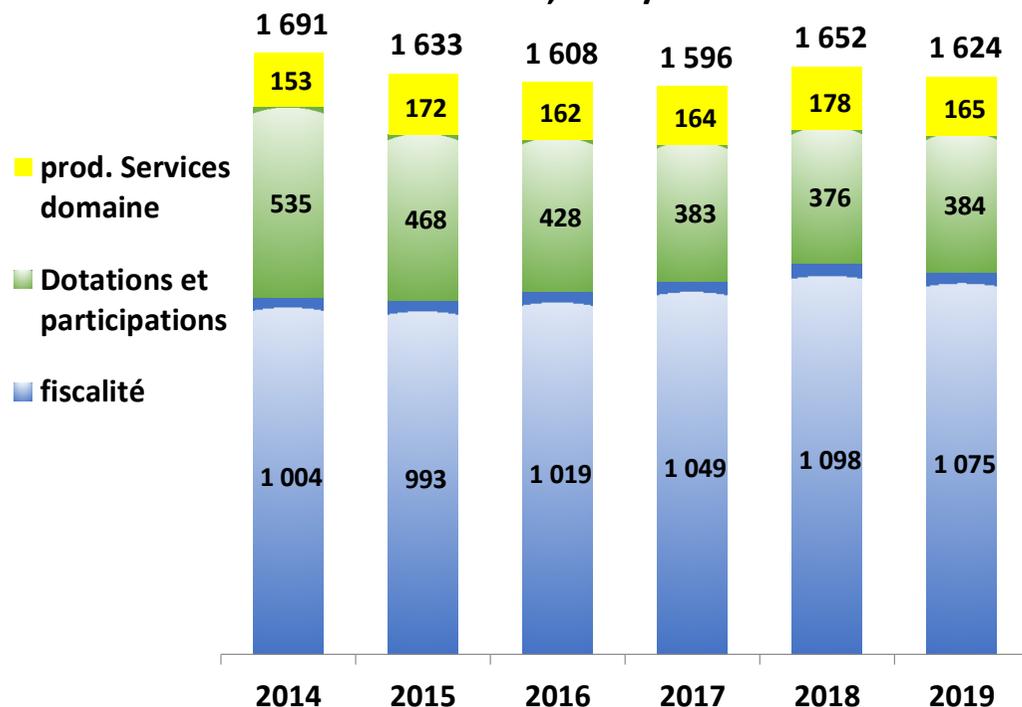
Evolution de la masse salariale et des effectifs du Grand Lyon



- **La masse salariale** (+ 72% la première année) **a augmenté de 32 M€** entre 2015 et 2019 **(+ 8%)**
 - ce qui ne correspond pas aux engagements pris
- **Les effectifs sont stables** (8 120 ETP en 2019) et, par habitant, ils se réduisent même de 3,3% en 4 ans
- **Le coût par agent, élevé** (53 540 €/an, charges comprises), **a augmenté de 7,4%** en 4 ans...
 - **Une politique sociale renforcée en 2019**, mais le respect de la loi sur le temps de travail depuis 2017 (1 607 h/an, vs 1 568 depuis 2001 au Grand Lyon), **n'a pas encore produit de résultat...**
- **Relâchement de l'effort en 2019 ?**
- **Évolution de l'absentéisme ?**
 - Bilan social 2015 : 259 341 jours d'absence, soit 780 à 1 100 postes selon le mode calcul !...

Les recettes de fonctionnement

Evolution recettes Grand Lyon
hors réversions, en €/hab.

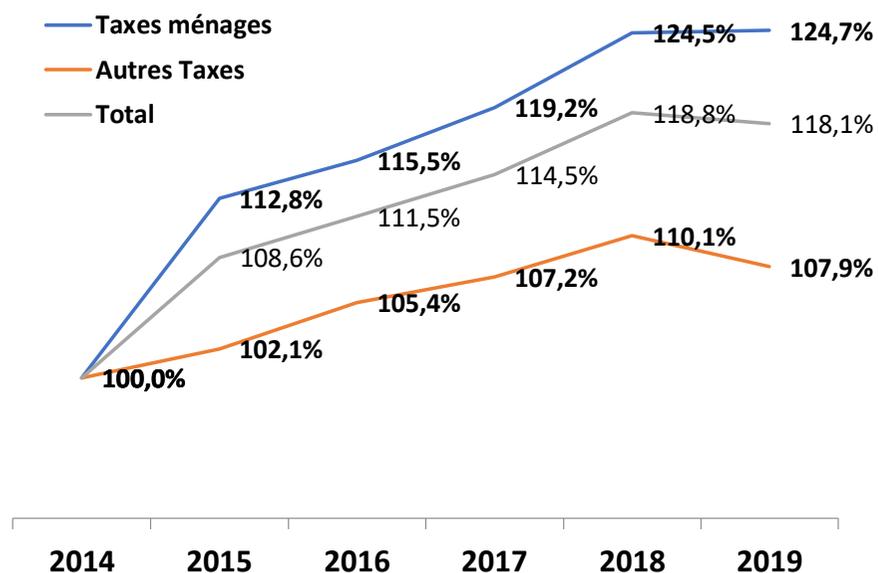


- **globalement, les recettes sont stables, voire en légère baisse**
- **les dotations de l'Etat, en baisse jusque 2017, sont aujourd'hui stabilisées (- 151 €/hab., -28,2%)**
- **la hausse de la fiscalité, en partie neutralisée par la hausse des réversions, est bien réelle (+ 71 €/hab., soit +7,1%)**
- **En 2019, baisse de 18% de la TEOM et baisse des recettes d'assainissement**

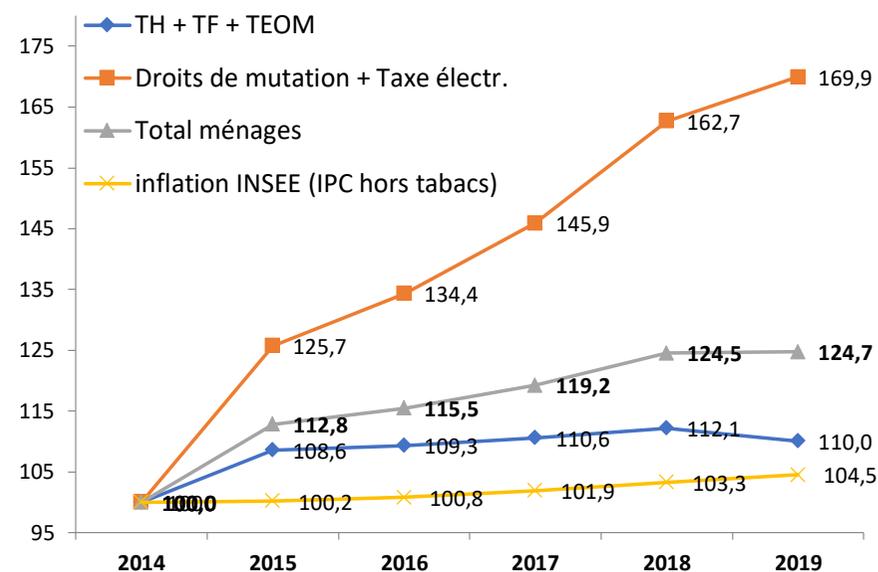
La hausse de la fiscalité

- **L'augmentation sur 5 ans (18,1%) est 4 fois supérieure à l'inflation (4,5%)**
- **Ce sont les ménages (TH, TF, droits de mutation...) qui trinquent le plus (+24,7%) !**

Evolution fiscalité Grand Lyon
hors TICPE

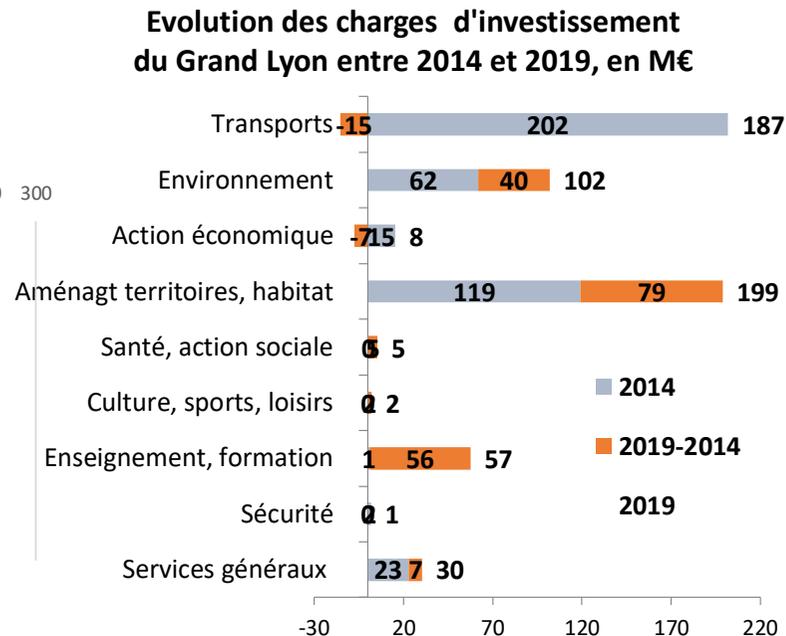
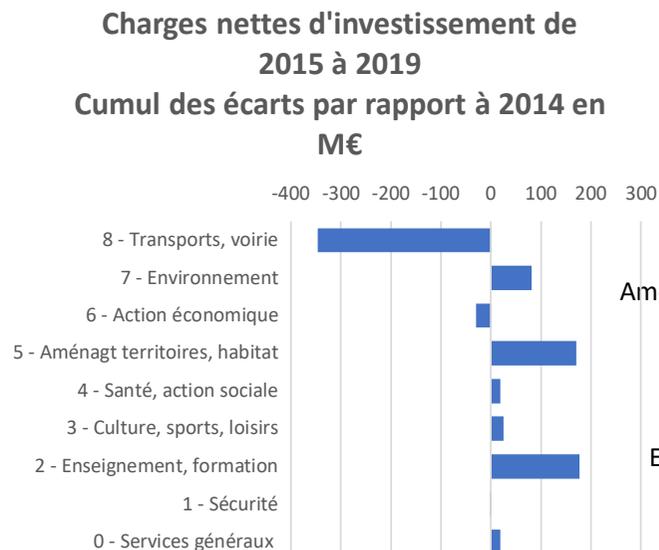
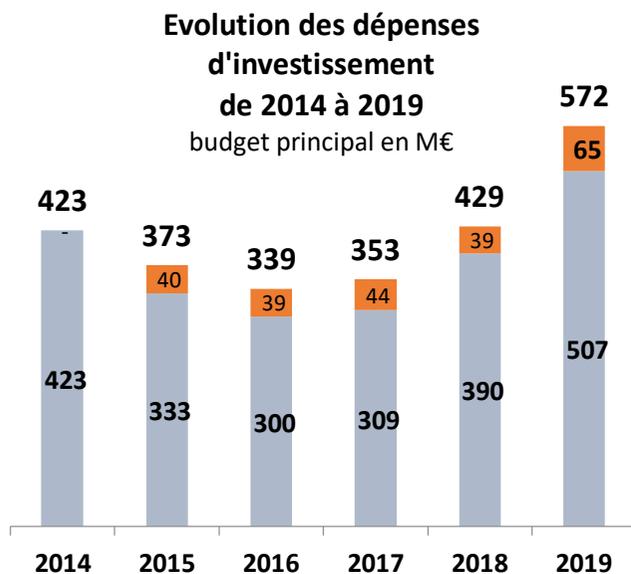


Evolution fiscalité ménages et droits de mutation



La baisse des dépenses d'équipement

- les investissements ont diminué en 2015 et 2016, avant de remonter en 2018 et 2019
- la voirie et l'aménagement urbain ont été les plus touchés par ce repli des investissements

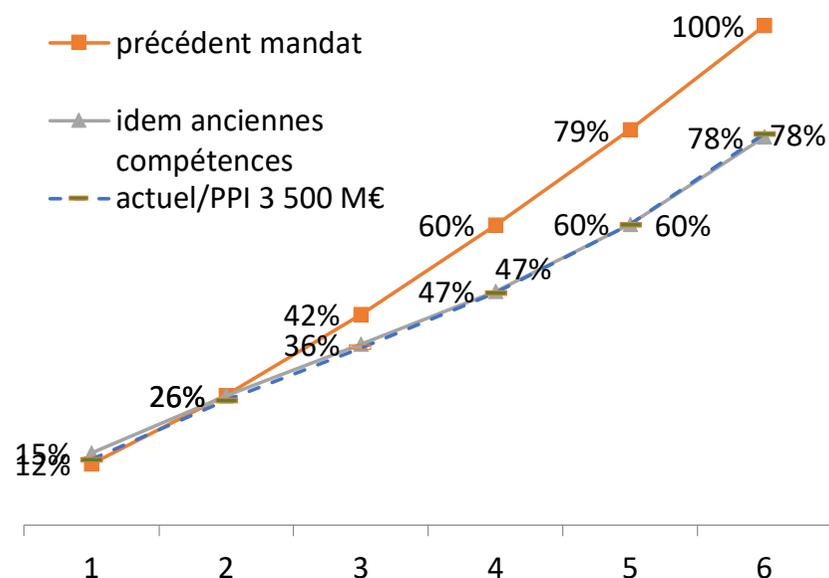


Le retard des investissements en équipement

22 points de retard fin 2019

- **Retard sur le mandat précédent !**
 - En 6 ans, les investissements liés aux anciennes compétences (2 262 M€) ne représentent que **78% du réalisé dans le précédent mandat (2 910 M€)**. Ils ont **baissé de 648 M€ (-22%)**
- **Retard sur les objectifs de la PPI !**
 - Sur l'ensemble des équipements (y c les collèges...), les 2 743 M€ réalisés ne représentent que **78% des 3 520 M€ prévus dans la PPI**

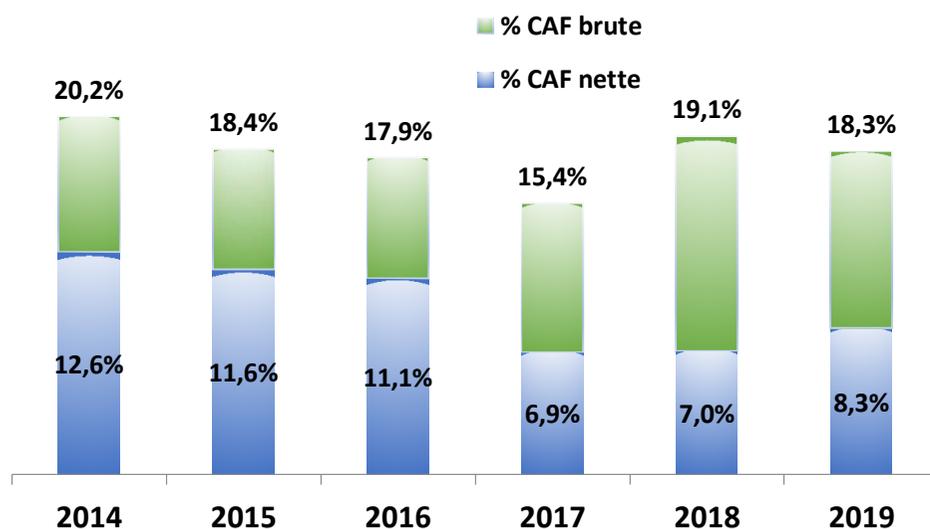
Evolution des dépenses d'équipement du Grand Lyon (budget principal)



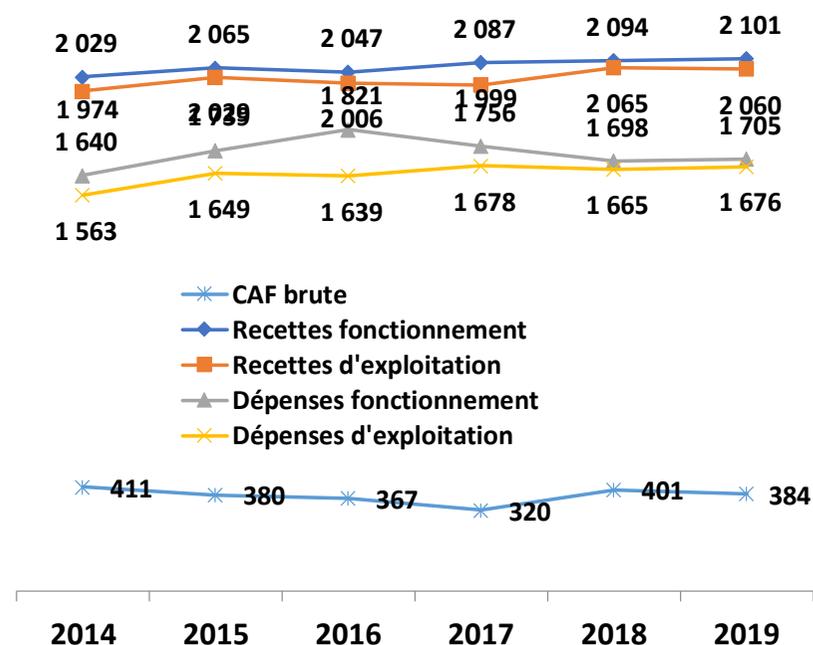
La capacité d'investissement

- **CAF très diminuée en 2017** (186 M€ de charges financières en 2016, refinancement « dynamique » de la dette, nouveaux emprunts...)
- **amélioration en fin de mandat**

Evolution capacité d'investissement Grand Lyon



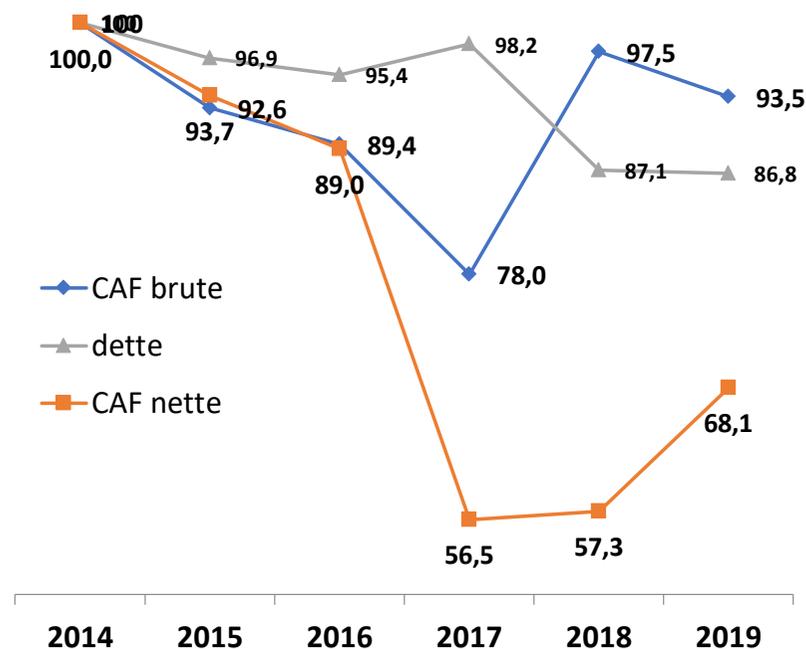
Evolution dépenses et recettes Grand Lyon en €/hab.



La dette reste à un niveau élevé

- **Dette/habitant : 1 133 € fin 2014** (1 621 € avec le dépt)
 - endettement majoré de 41 % en 2015
 - **encore 1 408 €/hab. fin 2019**
 - *À titre de comparaison :*
 - CU et Métropoles > 300 000 hab. : 582 €/h fin 2018
 - Départements (hors 75 et DOM) : 513 €/h fin 2018
- **la capacité de désendettement**
 - 4,3 années fin 2014 **3,6 années fin 2019**
- Le transfert des compétences du département a pénalisé la Métropole pendant la moitié du mandat !
- Qu'en est-il aujourd'hui ? **découvert de trésorerie ?**

Evolution dette et capacité d'investissement



Ensemble Grand Lyon + département du Rhône

Evolution Grand Lyon + département du Rhône

en M€

	2014			2019			croissance
	Grand Lyon	Dpt	Total	Metro	dpt	total	
Dépenses de fonctionnement	1 094	1 450	2 544	2 387	421	2 808	264
Recettes de fonctionnement	1 445	1 670	3 115	2 933	479	3 412	297
Solde	351	220	571	546	58	604	33

- Globalement, en 2019, la hausse des dépenses est de 10,4% par rapport à 2014
- **Mais, cumulée de 2015 à 2019, sur 5 ans, la hausse des dépenses est de 1 422 M€ !**
- La capacité d'investissement légèrement diminuée...
- Amélioration ou détérioration de la situation ?

Conclusions financières

- **La Métropole fait moins bien que la Communauté Urbaine**
 - Retard dans la programmation des investissements
 - Capacité d'investissements réduite
- **Les économies escomptées ne sont pas encore là !**
 - Les 25 M€ d'économie annuelle sont absents !
 - Augmentation de la masse salariale au lieu de stabilité
 - Poids important des dépenses sociales (difficilement maîtrisables) qui déséquilibre les budgets
 - Absence de synergie entre anciennes et nouvelles compétences (80% des dépenses sociales, collègues...)
- **C'est l'augmentation de la fiscalité** (surtout celle des ménages et de l'immobilier !) qui a permis de compenser la baisse des dotations de l'Etat moins forte que prévue !
- **Les performances de l'ensemble Métropole + département sont décevantes !**

Méthodologie

- Analyse des **comptes administratifs de 2014 à 2019** du Grand Lyon et du département du Rhône
- Etude de **l'impact des nouvelles compétences** sur le fonctionnement, les charges de personnel, l'investissement, la capacité d'investissement, la dette, la fiscalité et les dotations de l'Etat
- Analyses faites **en M€ et en € par habitant** pour tenir compte de l'évolution de la population (+ 5,4% sur 5 ans). Cette dernière permet les comparaisons avec les comptes 2014 du département du Rhône.
- Les comptes sont consolidés (budget principal + budgets annexes)
- Rapprochement avec les objectifs chiffrés annoncés

Les perspectives à court terme

- **On attend les résultats (synergies) du pacte de cohérence métropolitain et du rapprochement CCAS / MdM**, mais pas d'objectif annoncé ni d'indicateur mis en place
- **Il faut s'attendre à une diminution des recettes :**
 - TEOM : > 50 M€ pour cause d'excédents, sauf arrangement législatif
 - droits de mutation : retournement de la conjoncture immobilière
- **Augmentation des dépenses :**
 - Vieillesse de la population (APA)
 - Augmentation du chômage (RSA)
 - Remontée des taux d'intérêts ?
- **Marges de manœuvre pour l'inflexion des politiques publiques ?**

Que devient le Département ?

- **En 2015**, le Département du Rhône, amputé de 59 communes, a eu sa **population divisée par 4**, son **budget de fonctionnement par 3**. Les difficultés sont liées à :
 - des charges de personnel élevées au regard du nouveau périmètre
 - un endettement important, malgré le transfert de la moitié à la métropole
 - une fiscalité moins élevée hors du Grand Lyon
- **En 2017**, le **transfert des transports à la Région** l'a encore amoindri...
- L'adaptation à ce changement d'échelle est cependant facilitée par :
 - Une **volonté de réduction des dépenses**
 - une **baisse des dépenses** de fonctionnement et d'équipement
 - le versement d'une **compensation par la Métropole** (72 M€/an)
 - une **fiscalité relativement dynamique** (hausse des droits de mutation, impôts des ménages)

Une approche complémentaire sera développée ultérieurement sur le Département du Rhône

L'ensemble Métropole + Département

Globalement, entre 2014 et 2019, que ressort-il du cumul des comptes ?

Cumul 2015-19 écarts/2014

• L'augmentation des dépenses de fonctionnement	+ 264 M€	+ 10,4 %	+ 1 422 M€
• avec une évolution des charges de personnel	+ 36 M€	+ 7,5 %	
• Le désengagement de l'Etat, illustré par			
• la diminution des dotations	- 179 M€	- 22,3 %	- 770 M€
• la hausse des réversions de péréquation	+ 71 M€	+ 26,0 %	+ 285 M€
• L'augmentation de la fiscalité locale	+ 248 M€	+ 13,4 %	+ 770 M€
(malgré transfert partiel de CVAE du Dépt à la Région)			
• Une dette stabilisée en fin de mandat	- 11 M€	- 0,5 %	
• avec des remboursements accrus	+ 193 M€	+ 52,7 %	
• et des charges d'intérêts moins élevées	- 17 M€	- 25,4 %	
• La réduction des dépenses d'équipement	- 53 M€	- 7,0 %	- 1 113 M€
et des capacités d'investissement (CAF nette)	- 75 M€	- 21,0 %	
• Mais maintien des capacités de remboursement (dette/CAF brute) 3,9 années			